

Bundesversammlung
Assemblée fédérale
Assemblea federale
Assamblea federala



26.207 cr Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Élection d'un membre

Rapport de la Commission judiciaire du 16 septembre 2026

Conformément à l'art. 40a de la loi sur le Parlement, la Commission judiciaire (CJ) prépare l'élection des membres de l'autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération (AS-MPC) et soumet ses propositions à l'Assemblée fédérale (Chambres réunies).

Candidat proposé par la commission

La CJ propose à l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) d'élire **Stéphane Grodecki** en qualité d'avocat au sein de l'AS-MPS pour le reste de la période 2023-2026.

Pour la commission :
Le président

Leo Müller

Contenu du rapport

- 1 Situation initiale
- 2 Considérations de la commission
- 3 Curriculum vitæ succinct



1 Situation initiale

L'AS-MPC compte sept membres : une ou un juge du Tribunal fédéral, une ou un juge du Tribunal pénal fédéral, deux avocates ou avocats inscrits dans un registre cantonal des avocats et trois spécialistes qui n'appartiennent pas à un tribunal fédéral et qui ne sont pas inscrits dans un registre cantonal des avocats (art. 23, al. 2, LOAP ; RS 173.71).

Luzia Vetterli, qui avait été élue au sein de l'AS-MPC en qualité d'avocate, a démissionné au 1^{er} juin 2026, laissant ainsi un poste vacant.

La CJ a publié l'offre d'emploi concernée dans les journaux *NZZ*, *Le Temps* et *Corriere del Ticino*, sur le site Internet du Parlement et le portail Emploi de la Confédération ainsi que sur la plateforme LinkedIn.

La commission a reçu 25 dossiers de candidature, dont 12 déposés par des femmes et 13 par des hommes.

À sa séance du 9 septembre 2026, elle a tout d'abord reçu le président de l'AS-MPC, Marc Thommen, qui lui a présenté en détail le profil requis pour un membre de l'autorité de surveillance. Sur proposition de sa sous-commission, la CJ a ensuite procédé à l'audition de quatre personnes et finalement décidé de proposer à l'Assemblée fédérale d'élire Stéphane Grodecki.

2 Considérations de la commission

La CJ se félicite de la qualité des dossiers de candidature reçus. Selon elle, celui de Stéphane Grodecki sort du lot : d'excellente qualité, il répond en tous points aux exigences et témoigne d'un parcours professionnel remarquable. Après avoir été chargé de cours de 2009 à 2025, M. Grodecki est désormais professeur titulaire de droit public à l'Université de Genève. En outre, il exerce actuellement la profession d'avocat à Genève à titre d'activité principale. Auparavant, il a été premier procureur au Ministère public genevois pendant plus de neuf ans et a occupé plusieurs postes de juge suppléant dans ce canton. Grâce à ses activités d'avocat, de juge, de procureur et de professeur, Stéphane Grodecki dispose de connaissances pratiques et théoriques approfondies en matière de droit pénal et de poursuite pénale, acquises dans des fonctions très variées. Il possède en outre de l'expérience dans la gestion de projets, la réorganisation et la surveillance. Il a notamment acquis une solide expérience en matière de surveillance en exerçant, durant de nombreuses années, la fonction de président de la commission de surveillance des huissiers judiciaires du canton de Genève. En plus de ses qualifications et de son expertise, M. Grodecki convainc également par ses excellentes compétences linguistiques. Outre le français, sa langue principale, il maîtrise très bien l'allemand.

Ayant reçu le soutien de tous les groupes parlementaires, la CJ a décidé définitivement, le 16 septembre 2026, par voie de circulation, de proposer à l'Assemblée fédérale d'élire Stéphane Grodecki au sein de l'AS-MPC.

3 Curriculum vitæ succinct

Stéphane Grodecki

Né en 1977, de Troinex (GE), domicilié à Genève

Formation



En cours

CAS Droit et intelligence artificielle, Université de Neuchâtel

2025

CAS Violence interpersonnelle : aspects et soins médico-légaux, Institut et Haute école de la santé La Source, Lausanne

2024

CAS Protection des données, UniDistance, Suisse

2023

CAS Aide et conseils aux victimes d'infractions, Haute école spécialisée de Suisse occidentale, Genève

2007

Doctorat en droit, Université de Genève

2005

Diplôme d'études approfondies en droit public, Université de Genève

2003

Brevet d'avocat, Genève

2001

Licence en droit, Université de Genève

Principales activités professionnelles

Depuis 2025

Professeur titulaire de droit public et de droit de la profession d'avocat, Université de Genève

Depuis 2022

Avocat associé, Merkt & associés, Genève

2009-2025

Chargé de cours à la Faculté de droit, Université de Genève

2022-2025

Juge suppléant, Cour de justice, canton de Genève

2012-2021

Premier procureur, canton de Genève

2011-2012

Procureur, canton de Genève

2010

Juge d'instruction, canton de Genève



2007-2010

Avocat, Fontanet & associés, Genève

2007-2010

Juge suppléant, Tribunal administratif, canton de Genève

2006-2007

Juge suppléant, Tribunal cantonal des assurances sociales, canton de Genève

Principales activités accessoires

Depuis 2023

Rédacteur scientifique pour la plateforme iusnet Droit Public, Schulthess, Éditions romandes

2019-2023

Membre de la Commission d'examens des avocat-es, Genève

2014-2021

Président de la commission de surveillance des huissiers judiciaires, canton de Genève